

**PROJET D'INTERVENTION DE M. PIERRE MAUROY
A L'OCCASION DE LA JOURNÉE MONDIALE DU
SIDA
(1ER DECEMBRE 1995)**

Monsieur le docteur Jean-Luc LEJEUNE,
Président de l'Association AIDES
Nord/Pas-de-Calais,

Monsieur Umberto BATTIST,
Vice-Président du Conseil Régional,

Monsieur le docteur Michel GHYSEL,
Président du groupe d'études
parlementaires contre la toxicomanie,

Madame Mireille WILLAUME,
Directrice Départementale de l'Action
Sanitaire et Sociale,

Mesdames et Messieurs,

Il y a un an et demi, j'avais eu le plaisir d'inaugurer les locaux de votre association, Monsieur le Président. Nous y sommes à nouveau réunis, ce soir, et je voudrais exprimer ma satisfaction, en constatant que les grands partenaires institutionnels sont à nouveau, à vos

côtés, vous qui, par l'action associative, luttez contre le Sida.

Nous sommes ensemble ici, pour défendre une grande cause ; chacun apportant sa pierre pour endiguer et combattre la propagation de cette terrible maladie. Terrible oui, puisqu'elle continue de tuer chaque jour. Et, quotidiennement, de nouveaux cas de Sida se déclarent encore. Certes, la médecine est, désormais, capable de prouver l'efficacité des traitements contre le virus. C'est un formidable espoir pour les années à venir.

Cette huitième journée mondiale du Sida, animée par l'ensemble des acteurs engagés dans la lutte contre la maladie, traduit bien les droits et les devoirs qui incombent à chacun, dans ce combat pour la vie.

Le travail énergique mené par AIDES mais aussi par d'autres associations que je salue, est quotidien. Mais aujourd'hui, l'occasion vous a été

donnée, de sensibiliser plus largement, la population.

On ne peut que se réjouir de l'amélioration des connaissances de nos concitoyens, sur les modes de transmission principaux du Sida. Les campagnes d'information ne sont pas étrangères à la prise de conscience, plus aigüe, du risque. Des opérations, telles que le Sidaction, ont eu des effets positifs sur la perception, par l'opinion, des personnes vivant avec le virus.

On peut affirmer que la solidarité vis-à-vis des sidéens et des séropositifs, existe en France. Notre pays apparaît comme un havre de tolérance, en comparaison d'autres, où s'étale au grand jour la discrimination. Cela est certainement le fruit de votre admirable travail d'aide, d'accompagnement des malades, de soutien psychologique, d'activités de resocialisation ; mais aussi votre travail de prévention, d'explication et d'information.

C'est bien la preuve qu'il faut accorder toujours plus de crédits et plus de moyens, pour guérir la maladie, mais aussi pour guérir la dérive sociale et l'exclusion qu'elle engendre.

Cela doit être une préoccupation constante.

Il est certes formidable que l'opinion publique se mobilise pour une grande cause, que de multiples initiatives aient été prises à Lille et ailleurs, mais l'attention et les efforts ne doivent pas se limiter aux bonnes intentions manifestées, lors d'une journée symbolique et médiatique. Comme pour les grands maux dont souffre notre société, le chômage, la pauvreté, l'injustice sociale, la recherche contre le Sida et l'aide aux malades doit être permanente.

C'est déjà le fait d'associations comme AIDES, et je félicite chaleureusement toute l'équipe - pratiquement tous des bénévoles- qui y consacre son temps.

Je vous félicite aussi de votre programme d'AIDES A DOMICILE, lancé à Lille en janvier 1994, et qui répond aux droits des malades, à bénéficier d'une aide à la vie quotidienne, facilitant le maintien à domicile. Vous nous en avez présenté le bilan, il y a quelques instants. Docteur Lejeune, je vous en remercie.

En ce qui concerne la Ville de Lille, je rappellerai brièvement quelques initiatives, telles que : des campagnes d'information (la dernière en date remonte à la braderie 95), des actions communes avec les pharmaciens, la distribution gratuite de préservatifs, l'opération "Café Branché", renouvelée pour la troisième fois, dans les bars de jeunes, la semaine dernière ; et puis, au cas par cas, une aide individuelle pour les personnes en détresse sociale.

Bien sûr, nous poursuivrons nos actions, en élargissant toujours plus nos secteurs d'interventions. Notre engagement doit sûrement être encore plus audacieux.

Mais, j'espère que cette prise de conscience collective amènera l'Etat à ne pas oublier ses responsabilités, car c'est d'abord à lui qu'échoit la mission de protéger la santé publique.

Enfin, nous savons aussi que le combat à mener est international, et que c'est l'addition des moyens de la recherche développée dans les grands pays industrialisés, qui nous livrera la véritable solution.

C'est ainsi que doit être compris le thème choisi pour cette journée : "Droits et devoirs : partageons !".

Ce slogan, je le fais mien. Et vous assure de ma sympathie et de mon aide.